



Débat « discriminations, islamophobie »

Texte A : Contre l'islamophobie ! Pour l'égalité des droits !

Les Alternatifs solidaires des luttes des immigrations post-coloniales !

Page 2 à 4

Texte B : Contre tous les racismes ! Contre l'offensive raciste antimusulmane !

Pour l'égalité des droits !

Page 5 à 7

Aucun des deux textes A et B n'a obtenu la majorité absolue justifiant l'adoption de l'un plutôt que l'autre, étant donné la prise en compte des expressions des votes abstentionnistes :

- texte A 27,1%
- texte B 40,8 %
- Abstentions 32,1 % (hors non participation au vote).

Ainsi les deux textes d'étape laissent le débat ouvert.

Ce dernier se poursuivra.

La question de la remise en cause de la loi de 2004 (interdiction du voile à l'école) ne fait pas consensus, même si la coordination du mouvement s'était positionnée contre cette loi en 2004. Il a toutefois paru inopportun de voter à ce sujet : cette loi trouve notamment sa place dans un débat sur la laïcité et l'éducation.

Le positionnement du mouvement sur cette loi sera donc retravaillé à l'interne, entre autres au sein de la commission éducation, pour une prise de position ultérieure.

Discriminations, Islamophobie

Texte A

**Contre
l'islamophobie !**

**Pour l'égalité
des droits !**

**Les Alternatifs
solidaires des
luttons des
immigrations
post-coloniales !**

Après la loi contre le voile à l'école et la loi anti-burqa, après la campagne contre les «prières de rue» et le «grand débat sur l'islam», après l'offensive initiée par Luc Chatel contre les mams voilées durant les sorties scolaires et la proposition de loi contre les nounous voilées, après la construction du mythe du garçon arabe des quartiers populaires, nécessairement plus macho et plus violent que les autres, après le débat sur «l'identité nationale» et le scandaleux ministère de l'immigration et l'identité nationale, après les réactions hostiles à la décision de justice annulant le licenciement de la salariée voilée de la crèche Baby Loup, de nombreux discours et maintenant des actes violents désignent à nouveau les musulman-e-s comme des citoyen-ne-s entièrement à part et participent de la diabolisation de l'islam, jugé même par certains observateurs « incompatible avec la démocratie » et présenté comme la nouvelle figure de la barbarie extérieure au monde civilisé.

Instrumentalisant une fois de plus la laïcité et les droits des femmes, le consensus entre la droite et le PS prend la forme de discours et de prises de position favorables à de nouvelles lois d'interdiction du voile.

Leur point commun : vouloir imposer dans le débat la thématique de la défense de la république contre l'intégrisme musulman, version francisée de la guerre des civilisations. Et cela alors que les actes islamophobes se multiplient comme l'ont montré les inscriptions racistes sur les murs des mosquées et, de manière plus dramatique, les agressions de femmes voilées à Argenteuil, Reims et Orléans au mois de mai et juin 2013. Agressions que les déclarations de Manuel Valls sur les menaces que feraient peser « ceux qui voudraient faire de la France un terrain de conquête ; qui voudraient, au nom d'une croyance dévoyée, imposer d'autres lois que la loi de tous » ne peuvent qu'encourager.

Le terme de "conquête" renvoie ici au mythe de l'islamisation et à la cons-

truction du discours islamophobe en Europe et en France. Ce discours est basé sur une contre-vérité majeure dans laquelle se combinent les fantasmes de surpopulation et de soumission religieuse.

Or, le processus de sécularisation, qui met à distance le fait religieux et sa domination sur la société, ne concerne pas seulement le christianisme mais aussi les autres religions dont l'islam, comme l'atteste la démographie dès la "seconde génération issue de l'immigration". Cette démographie est équivalente à celle des populations locales. Et dans de nombreux pays arabes, ce processus de sécularisation, combiné à la fin de la transition démographique, est l'un des facteurs explicatifs du déclenchement du processus des révolutions arabes en Tunisie et du rejet massif des Frères musulmans et d'Ennahda en Egypte et en Tunisie : c'est un processus à l'échelle mondiale. De fait, même si elle n'en est qu'au début, la désislamisation des sociétés arabe et iranienne est en cours.

Dans un contexte de racialisation des rapports sociaux, alimenté par les classes dominantes et leurs représentant-e-s politiques, la désignation d'un nouveau bouc émissaire accroît la division et la mise en concurrence des couches populaires. L'islamophobie interprète en terme de croisade religieuse les conflits de la misère et divise ainsi les victimes. Elle empêche les populations musulmanes de s'identifier pleinement au mouvement ouvrier et à ses luttes, les contraint à se réidentifier prioritairement comme Arabes rejeté-e-s et diffuse le fiel du racisme et du nationalisme au sein des classes populaires « blanches ». Elle tient un rôle analogue à celui de l'antisémitisme des années 30. Sa logique est celle de la purification ethnique.

Depuis le début des années 2000, un véritable consensus national s'est opéré autour de ce qui apparaît à beaucoup comme une évidence : il existe en France un « problème musulman », que l'on peut mettre en parallèle avec la construction d'un « problème de l'immigration » depuis les années 1970. Cela s'est traduit par le développement d'une islamophobie dans les idées, dans les

Discriminations, Islamophobie

Texte A

discours mais aussi dans les actes : cette nouvelle forme de racisme, qui stigmatise et altère en fonction d'une appartenance réelle ou supposée à la religion musulmane, vise avant tout à contester et finalement refuser toute légitimité à la présence des populations issues des immigrations postcoloniales sur le sol français. Ces populations sont jugées inassimilables dans une vision essentialisante de l'islam et dans une vision toute aussi essentialisante d'une soi-disant « identité nationale » française.

Les femmes voilées sont les premières victimes de la poussée islamophobe et néo-nationaliste. Méprisées. Présentées au mieux de manière paternaliste, au pire de manière condescendante, elles se voient refuser le statut de sujet autonome. Elles seraient nécessairement victimes et contraintes de se soumettre ou manipulées par l'intégrisme et donc « à émanciper » de force.

Certes, nous qui sommes féministes, nous n'oublions pas que le voile est un signe religieux particulier en ce sens qu'il est un marqueur sexuel lié à la domination masculine ni que l'intégrisme religieux s'attaque toujours aux droits des femmes. Mais toujours en tant que féministes, nous constatons que d'autres marqueurs sexuels visant à rendre les femmes disponibles pour les hommes et qui participent tout autant à la domination masculine sont épargnés par le féminisme d'Etat, et nous remarquons aussi que ces lois censées les défendre ont toutes pour conséquences ou objectifs de restreindre leurs droits (il faut ajouter à cela que le projet de loi sur l'interdiction du voile dans le secteur privé de la petite enfance serait une catastrophe pour des femmes souvent en situation de précarité).

La question est donc de savoir si on respecte les femmes qui ont fait le choix de porter un voile - dont les motivations sont multiples - et non de se prononcer pour ou contre le port du foulard. En effet, cette conception de l'émancipation n'est pas la nôtre : pour nous elle doit passer par l'auto-organisation des dominé-e-s et sûrement pas par des lois discriminantes cherchant à imposer des normes disciplinaires au nom d'un « universalisme républicain » qui ressemble à s'y méprendre à une vision patriarcale et postcoloniale de la société française.

Ce n'est pas parce que le mot « islamophobie », utilisé / instrumentalisé par certains courants fondamentalistes, pose de nombreuses questions d'usage tout comme d'ailleurs le mot « antisémitisme », hier comme aujourd'hui, qu'il faut y renoncer. Car il s'agit sans contester d'un terme majeur et reconnu dans le débat actuel sur les questions de discriminations et d'égalité des droits. Cela d'autant plus que ce terme a été l'objet d'une appropriation par les mouvements autonomes des quartiers populaires et issus des immigrations postcoloniales. Se priver de son utilisation serait se priver de tout dialogue possible avec ces mouvements ainsi que d'un concept important permettant de saisir les évolutions des discriminations systémiques qui structurent la société française et plus largement les sociétés occidentales.

A partir de 2002, l'islamophobie s'est traduit par l'émergence d'une « nouvelle laïcité » c'est-à-dire une redéfinition de la norme laïque, considérée comme essentielle à l'homogénéité nationale, qui va légitimer une série de lois visant spécifiquement les femmes voilées et donc les musulman-e-s. Il est d'ailleurs tout à fait éclairant de noter que la droite comme le Front national se réclament ouvertement de la laïcité depuis une dizaine d'années en rupture avec leur tradition historique sur le sujet, ayant parfaitement compris qu'elle vise désormais : les populations issues des immigrations postcoloniales. Il s'agit donc très clairement d'une rupture avec la conception de la laïcité favorable à la liberté de conscience instituée par la loi de 1905.

C'est cette conception originelle de la laïcité qui interdit à l'État de s'ingérer dans les religions, comme aux religions de s'ingérer dans l'État, et qui en refusant la fermeture des communautés sur elles-mêmes permet la libre confrontation des opinions. Elle est par exemple défendue par une association comme la LDH, et c'est celle que la gauche radicale devrait porter tout en s'opposant à la conception religieuse de la laïcité - pratiquée du temps de l'Empire dans les colonies françaises - qui renforce la stigmatisation des musulman-e-s.

Discriminations, Islamophobie

Texte A

Or, force est de constater qu'au-delà de certaines prises de positions la gauche radicale ne s'est jamais vraiment impliquée dans la contre-offensive, aujourd'hui essentiellement menée par des intellectuel-le-s engagé-e-s, souvent proches d'elle, qui invitent à « prendre la mesure du racisme, voire de la haine, qui visent aujourd'hui nos concitoyens musulmans, ou perçus comme tels »(1).

Or, cette forme de racisme qui stigmatise - au prétexte de leur religion réelle ou supposée - une grande partie des habitants et surtout des habitantes des quartiers populaires s'en prend aussi aux populations les plus précaires(2), au salariat dans ses catégories les plus défavorisées (30% des milieux populaires, ouvrier-e-s et employé-e-s, sont issus de l'immigration post-coloniale). Ce sont aussi celles et ceux dont l'exclusion politique est la plus marquée et la plus préoccupante et dont la gauche radicale devrait mieux entendre les aspirations et partager davantage les luttes.

Il est temps de donner des signes à nos concitoyen-ne-s de culture musulmane pour qu'ils-elles puissent enfin se considérer comme des citoyen-ne-s à part entière.

Il est temps d'affirmer notre solidarité avec les luttes des populations et des mouvements autonomes issu-e-s des immigrations postcoloniales et des quartiers populaires.

Il est temps pour la gauche radicale, et plus largement toute la gauche de transformation, de prendre véritablement la mesure du phénomène islamophobe.

Il est temps d'afficher la lutte contre l'islamophobie comme étant une de nos priorités : une lutte pour l'égalité des droits, antiraciste, féministe, œuvrant pour l'unité des couches populaires et pour la lutte commune contre le capitalisme mondialisé et ses catastrophes humaines, sociales et écologiques.

C'est pourquoi les Alternatifs proposent :

- L'abrogation de la loi de 2004 sur le voile à l'école et de toutes les lois antimusulmanes qui ont suivi.
- Le droit de vote pour les résident-e-s étranger-e-s non communautaires aux élections locales et européennes, dans

la perspective du vote de toutes et tous à tous les scrutins : la citoyenneté de résidence.

- La fin du scandale des 6 millions d' « emplois réservés » aux Français-e-s, véritable application de la préférence nationale.
- La reconnaissance du caractère systématique des discriminations raciales subies par les populations noires et arabes, françaises ou non et une véritable politique de lutte en faveur de l'égalité des droits, considérée comme politique publique prioritaire.
- La mise en place d'une véritable politique d'affirmative action dans les quartiers populaires, notamment en matière de formation et d'emploi.
- La fin du traitement néo-colonial subi par les quartiers populaires et une justice équitable pour les victimes des violences policières. La dissolution des BAC et une réorientation de l'action policière dans les quartiers populaires
- La reconnaissance pleine et entière du fait colonial et des massacres commis au nom de la république.

30 ans après la Marche pour l'Egalité et contre le racisme, en indiquant clairement sa volonté de partager les luttes des mouvements politiques autonomes issu-e-s des immigrations post-coloniales dans les quartiers populaires, la gauche radicale de notre pays marquerait sa solidarité avec les organisations et les peuples des pays du Sud, souvent ou en majorité de culture musulmane qui ont largement contribué à l'éclatant succès du récent Forum Social Mondial de Tunis.

1- Tribune parue dans Le Monde et aujourd'hui ouverte à pétition à l'adresse : <http://www.change.org/petitions/contre-une-loi-stigmatisante-pour-une-commission-sur-l-islamophobie>

2 - De nombreuses femmes musulmanes voilées n'ont pas d'autre activité que l'entretien et la garde des enfants. Pour elles, une nouvelle loi aurait pour conséquence de les priver de tout droit au travail.

Discriminations, Islamophobie

Texte B

**Contre tous les
racismes ! Contre
l'offensive raciste
antimusulmane !**

**Pour l'égalité des
droits !**

L'hystérie anti roms qui se développe, à l'extrême-droite, à droite, mais aussi dans une partie de la gauche est un moment de plus de libération de toutes les paroles et actes racistes.

Combinée à l'accentuation de la désagrégation sociale, des discriminations, des peurs et replis identitaires, la montée du racisme est un frein puissant à l'unité des exploité-e-s et dominé-e-s.

Dans le même temps, les flux migratoires, nés de la misère ou des conflits régionaux, sont clairement désignés comme une menace, sans que pour autant soient menées de réelles politiques appuyant un développement autocentré au bénéfice des populations, notamment sur le continent africain.

La multiplication des mesures discriminatoires a l'encontre des musulman-e-s joue un rôle central dans la dérive raciste perceptible dans de larges secteurs de la société. Elle s'appuie sur une stigmatisation de tous les jours de l'islam, dénoncé comme « incompatible avec la démocratie » et présenté comme la nouvelle figure de la barbarie extérieure au monde civilisé.

Leur point commun : vouloir imposer dans le débat la thématique de la défense de la République contre l'intégrisme musulman, version francisée de la guerre des civilisations. Est ainsi pratiqué l'amalgame permanent entre les courants réactionnaires intégristes que nous combattons comme tous les fondamentalismes réactionnaires, et l'ensemble des musulman-e-s de France. Les actes islamophobes se multiplient.

Or, le processus de sécularisation, qui met à distance le fait religieux et sa domination sur la société, ne concerne pas seulement le christianisme mais aussi les autres religions dont l'islam; Et dans certains pays arabes, ce processus de sécularisation, combiné à la fin de la transition démographique, est sans doute l'un des facteurs explicatifs du déclenchement des révolutions, notamment en Tunisie et du rejet massif des Frères musulmans et d'Ennahda en Egypte et en Tunisie : c'est un processus à l'échelle mondiale. De fait, même si elle n'en est qu'au début, la sécularisation des sociétés arabe et iranienne est en cours.

Dans un contexte de racialisation des rapports sociaux, alimenté par les classes dominantes et leurs représentant-e-s politiques, la désignation de nouveaux boucs émissaires, musulmans, roms, immigrants des pays du Sud et de l'Est, accroît la division et la mise en concurrence des couches populaires, interprète en terme de croisade identitaire, religieuse et culturelle les conflits de la misère et divise ainsi les victimes.

Elle rend difficile l'unité populaire, notamment la jonction d'une partie des classes populaires avec le mouvement ouvrier et ses luttes, peut les conduire à se réidentifier prioritairement comme Musulman-e-s, Arabes ou Noir-e-s rejeté-e-s. Ce qui favorise en miroir tous les courants pu groupes, notamment religieux, qui prônent une logique de séparation, et diffuse le fiel du racisme et du nationalisme au sein des classes populaires « blanches ». Sa logique ultime est celle de la purification ethnique.

Depuis le début des années 2000, un consensus mortifère se construit autour de ce qui apparaît à beaucoup comme une évidence : il existe en France un « problème de l'immigration », notamment de l'immigration musulmane. Cette nouvelle forme de racisme, qui stigmatise et altérise en fonction d'une appartenance réelle ou supposée, vise avant tout à contester et finalement refuser toute légitimité à la présence des populations issues des immigrations non originaires d'Europe occidentale sur le sol français. Ces populations sont jugés inassimilables dans une vision essentialisante de l'islam ou d'autres identités et dans une vision toute aussi essentialisante d'une soi-disant « identité nationale » française. Cette logique mortifère est une pièce maîtresse du projet de réarmement idéologique pour une droite radicale, et un des terrains de convergence entre droite et Front National. Nouvel avatar de cette logique, celle qui aujourd'hui conduit Valls à juger "inintégrables" les population roms.

Des débats difficiles traversent les courants de la gauche radicale, ainsi, en 2004, une majorité des Alternatifs (60%) a rejeté la loi sur les "signes religieux ostensibles à l'Ecole" la jugeant discriminatoire (une minorité de 40% considérait que, malgré son caractère coercitif, elle protégeait nombre de jeunes filles des

Discriminations, Islamophobie

Texte B

pressions religieuses).

Les femmes voilées sont méprisées, présentées au mieux de manière paternaliste, au pire de manière condescendante, et se voient refuser le statut de sujet autonome. Certes, féministes, nous n'oublions pas que le voile est un signe religieux particulier en ce sens qu'il est un marqueur culturel sexuel lié à la domination masculine ni que l'intégrisme religieux s'attaque toujours prioritairement aux droits des femmes.

Mais nous remarquons aussi que des lois censées les émanciper restreignent leurs droits. La question est donc de savoir si on respecte les femmes qui ont fait le choix de porter un voile - dont les motivations sont multiples - et non de se prononcer pour ou contre le port du foulard. Car cette conception de l'émancipation n'est pas la nôtre : pour nous elle doit passer par l'auto-organisation des dominé-e-s, une bataille idéologique contre tous les courants réactionnaires, religieux ou non, qui s'opposent à une société de mixité, et pas par des lois discriminantes au nom d'un « universalisme républicain ».

Le mot « islamophobie », utilisé/instrumentalisé par certains courants fondamentalistes, pose de nombreuses questions d'usage tout comme d'ailleurs le mot « antisémitisme », hier comme aujourd'hui. Il s'agit d'un terme reconnu dans le débat actuel sur les questions de discriminations et d'égalité des droits. Cela d'autant plus que ce terme a été l'objet d'une appropriation par de larges secteurs des mouvements autonomes des quartiers populaires et issus des migrations postcoloniales. Il fait débat entre nous, même si le terme de racisme anti musulman nous semble mieux cerner la réalité des discriminations

A partir de 2002, a émergé une redéfinition de la norme laïque, considérée comme essentielle à l'homogénéité nationale. Il est d'ailleurs tout à fait éclairant de noter que la droite comme le Front national se réclament désormais de la laïcité en rupture avec leur tradition historique sur le sujet, ayant parfaitement compris qui elle vise désormais : les populations issues des migrations postcoloniales, et ce en rupture avec la conception de la laïcité favorable à la

liberté de conscience instituée par la loi de 1905.

C'est cette conception originelle de la laïcité qui interdit à l'État de s'ingérer dans les religions, comme aux religions de s'ingérer dans l'État et dans l'organisation de la société, notamment dans le système éducatif, que nous défendons. Cette conception, en permettant le non-enfermement communautariste, permet la libre confrontations des opinions. Elle est par exemple défendue par une association comme la LDH, et c'est celle que la gauche radicale devrait porter tout en s'opposant à toutes les conceptions religieuses de la société.

Force est de constater qu'au-delà de certaines prises de positions la gauche radicale ne s'est jamais vraiment impliquée dans la contre-offensive, aujourd'hui essentiellement menée par des intellectuel-le-s engagé-e-s, souvent proches d'elle, qui invitent à « prendre la mesure du racisme, voire de la haine, qui visent aujourd'hui nos concitoyens musulmans, ou perçus comme tels »

Cette forme de racisme qui stigmatise une grande partie des habitants et surtout des habitantes des quartiers populaires, s'en prend dans les faits aux populations les plus précaires, au salariat dans ses catégories les plus défavorisées (30% des milieux populaires, ouvrier-e-s et employé-e-s, sont issus des immigrations de toutes origines). Ce sont aussi celles et ceux dont l'exclusion politique est la plus marquée et la plus préoccupante et dont la gauche radicale devrait mieux entendre les aspirations et partager davantage les luttes pour construire l'unité populaire.

Il est temps de donner des signes à nos concitoyen-ne-s issus des immigrations, notamment de culture musulmane, pour qu'ils-elles puissent enfin se considérer comme des citoyen-ne-s à part entière.

Il est temps d'affirmer notre solidarité avec les luttes des populations et des mouvements progressistes autonomes issu-e-s des immigrations et des quartiers populaires.

Il est temps pour la gauche radicale, et plus largement toute la gauche de transformation, de prendre véritablement la mesure du poison que représentent les discriminations et tous les racismes, no

Discriminations, Islamophobie

Texte B

tamment celui qui stigmatise les musulman-e-s.

Il est temps d'afficher la lutte contre le racisme comme étant une de nos priorités : une lutte pour l'égalité des droits, féministe, pour une société de mixité, œuvrant pour l'unité des couches populaires et pour la lutte commune contre le capitalisme mondialisé et ses catastrophes humaines, sociales et écologiques.

C'est pourquoi les Alternatifs proposent :

- De s'opposer ensemble à toutes les nouvelles lois anti-musulmanes
- Le droit de vote pour les résident-e-s étranger-e-s non communautaires aux élections locales et européennes, dans la perspective du vote de toutes et tous à tous les scrutins : la citoyenneté de résidence.
- La fin du scandale des 6 millions d'«emplois réservés» aux Français-e-s, véritable application de la préférence nationale.
- La reconnaissance du caractère systémique des discriminations racistes subies par les populations noires et arabes, françaises ou non, et une véritable politique de lutte en faveur de l'égalité des droits, et contre les discriminations, en particulier en matière de formation et d'emploi.

- La fin du traitement répressif subi par les populations des quartiers populaires et une justice équitable pour les victimes des violences policières. La dissolution des BAC et une réorientation de l'action policière au service de la population
- La reconnaissance pleine et entière du fait colonial et des crimes commis au nom de la France et de la République.

30 ans après la Marche pour l'Égalité et contre le racisme, en indiquant clairement sa volonté de partager les luttes des mouvements politiques autonomes progressistes issus des immigrations post-coloniales ou autres dans les quartiers populaires, la gauche radicale de notre pays marquerait aussi sa solidarité avec les organisations et les peuples des pays du Sud, souvent en lutte contre les courants islamistes réactionnaires et souvent de culture musulmane, qui ont largement contribué à l'éclatant succès du récent Forum Social Mondial de Tunis.

Elle contribuerait ainsi à la jonction des combats, que ceux et celles qui les mènent croient ou non au ciel, contre toutes les oppressions et l'exploitation, et pour une alternative.

